

Synthèse du Dr Sofia El Arabi

Rencontre “Agir ici et là-bas” — 26 avril 2025

Organisée par l'ONG « Migrations & Développement »

à la Fondation Maison du Maroc - Paris

Le Maroc au XXI^e siècle : vers une mobilité des compétences tissée d'intelligences et de liens, entre ici et là-bas

Rapport de synthèse présenté à la fin de la rencontre intitulée "Agir ici et là-bas"

Aujourd'hui, nous avons traversé ensemble bien plus que des trajectoires migratoires : nous avons traversé des territoires de liens, des mémoires vivantes, et surtout, nous avons écouté l'expression d'un pouvoir d'agir collectif. Dans un monde marqué par l'incertitude, les circulations de savoirs, d'initiatives et d'engagements deviennent autant de passerelles d'intelligence entre l'ici et l'ailleurs.

Nous nous sommes réunis autour d'une conviction partagée : la mobilité des compétences n'est pas seulement un phénomène géographique. Elle est devenue un levier stratégique et éthique au cœur des dynamiques de développement, des deux côtés de la Méditerranée. Le Maroc, par ses politiques migratoires renouvelées et ses stratégies de mobilisation des Marocains du Monde, comme la France et d'autres pays européens, façonne de nouvelles géographies de l'engagement transnational. Dans cet esprit, je tiens à rendre hommage à Monsieur Jamal Lahoussain, fondateur de M&D il y a 40 ans, acteur clé du développement solidaire, ici présent, qui nous a rappelé avec force que la migration est un processus de tissage vivant d'intelligences, capable de réparer, de bâtir et d'innover là où les fractures sociales et territoriales appellent des réponses ancrées, sensibles, éthiques et collectives.

Panel 1. Dépasser les visions simplistes : la mobilité comme projet politique

Le premier panel a mis en évidence l'engagement crucial des collectivités territoriales dans le développement solidaire des territoires, soulignant le rôle central des collectivités locales dans la création de synergies entre divers acteurs : autorités locales, élus de la diaspora et associations. Ce processus de coopération décentralisée entre collectivités marocaines et européennes devient une pierre angulaire pour la réorientation du Maroc, historiquement terre d'émigration et de transit, qui se redéfinit progressivement aussi comme un pays d'accueil. Cette transition est soutenue par des projets visant à renforcer les liens bilatéraux, non seulement sur les plans économique, social et éducatif, mais aussi par un échange de savoir-faire et de compétences.

Un fil rouge majeur a émergé : "faire lien". Ce lien constitue la matrice invisible de l'engagement transnational des corps intermédiaires territoriaux, se tissant entre territoires (France ↔ Maroc), entre générations (des premières vagues migratoires aux nouvelles générations diasporiques engagées), et entre diasporas et gouvernances locales. Ces échanges sont désormais consolidés par des dispositifs institutionnels, des coopérations décentralisées et des programmes de transferts de compétences.

Dans ce contexte, la réflexion sur la mobilité des compétences dépasse la simple question de déplacements physiques. Elle devient un processus politique, relationnel et territorial, où les frontières entre ici et là-bas se dissipent, pour laisser place à des territoires entrelacés, co-construits par des acteurs diasporiques engagés dans un va-et-vient fécond et structurant. La Seine-Saint-Denis en France offre l'exemple d'une citoyenneté diasporique assumée, où la migration est vue comme un moteur de développement local et de justice sociale. Au Maroc, des communes comme Argana, le territoire préfectoral d'Inezgane-Aït Melloul, deviennent des laboratoires d'engagement, articulant le territoire d'origine et les diasporas par des actions concrètes : promotion de l'égalité femmes-hommes, dynamisation des territoires ruraux, rénovation d'écoles rurales, entre autres.

À travers des organisations comme le Cercle Eugène-Lacroix ou l'Association Khamsa, les diasporas démontrent que leur pouvoir d'agir réside dans leur capacité à créer des ponts, à fertiliser les territoires et à produire de nouvelles solidarités. Ainsi, la coopération décentralisée ne se limite plus à un simple jumelage symbolique : elle devient une diplomatie populaire infra-étatique, qui articule l'action locale avec la gouvernance transnationale, et se positionne comme un levier stratégique pour la production de territoires solidaires, interconnectés et politiquement co-construits.

Des défis majeurs ont été soulevés concernant le développement solidaire entre les territoires. La fragilité des ressources humaines dans les communes rurales entrave l'appropriation des projets de coopération, tandis que la fragmentation des initiatives nécessite une coordination renforcée. Par ailleurs, il est essentiel de reconnaître et de valoriser non seulement les savoirs académiques ou hautement techniques, mais aussi les savoirs dans tout l'arc des professions, afin d'optimiser la mobilité des compétences. L'intégration des diasporas dans le développement local est un enjeu majeur, nécessitant la mise en place de mécanismes concrets pour renforcer leur participation active. Il devient crucial de valoriser les compétences des Marocains du monde pour lutter contre la fuite des cerveaux et mobiliser leurs talents au service du développement national.

Les intervenants ont souligné l'importance majeure de la société civile et des ONG dans l'établissement d'un dialogue institutionnalisé, facilitant l'identification des besoins spécifiques des communautés marocaines à l'étranger et renforçant ainsi la capacité à déployer des projets durables et adaptés aux réalités locales. Leur rôle politique, crucial pour influencer les politiques publiques, fait de la mobilité un levier stratégique pour le développement humain, notamment par l'éducation, moteur essentiel de l'ascension sociale et de la valorisation des jeunes générations, en particulier celles des zones sahariennes et rurales. À travers ces coopérations décentralisées, le Maroc s'affirme comme un acteur présent partout, forgeant des liens solides et authentiques entre les peuples, où les diasporas actives deviennent des catalyseurs du développement de leur terre d'origine.

Panel 2. Compétences en mouvement : la diaspora marocaine au service du développement

Le deuxième panel, consacré à l’engagement de la diaspora marocaine dans le développement local, a mis en lumière les dynamiques croisées entre mobilisation des compétences, transfert de savoirs et construction de passerelles transnationales. Au-delà du traditionnel prisme des transferts monétaires, les intervenants ont plaidé pour une reconnaissance de l’apport transformateur des migrants, valorisant leur capital humain, social et culturel. Les politiques publiques marocaines, à travers des initiatives telles que la mobilisation des compétences qualifiées (réseaux sectoriels, plateformes digitales) ou l’appui à l’entrepreneuriat diasporique (M&D, Maroc-Entrepreneurs), s’efforcent de territorialiser cet engagement pour irriguer le développement régional et local. L’enjeu n’est plus seulement de canaliser les flux financiers, mais de stimuler une circulation vertueuse des compétences et de répondre aux besoins précis des territoires, en articulant l’offre diasporique à la demande locale.

Un point crucial soulevé par les intervenants est la reconnaissance et la valorisation des initiatives menées à l’échelle locale et micro-locale, qui jouent un rôle fondamental. L’intégration des compétences des Marocains du monde demeure un enjeu complexe, principalement en raison de l’absence de mécanismes institutionnels adaptés permettant une connexion fluide entre l’offre et la demande au niveau local. Les actions de solidarité, de culture et d’entrepreneuriat doivent également être systématiquement intégrées dans les stratégies de développement des collectivités locales pour en maximiser l’impact. Enfin, les intervenants ont insisté sur l’importance de renforcer la synergie entre les acteurs locaux, les autorités, et les plateformes telles que M&D pour optimiser et pérenniser l’impact de ces initiatives, tout en valorisant les contributions réalisées à micro-échelle. Il est essentiel de mieux reconnaître les projets locaux, qui, bien que modestes, exercent un impact significatif et transformateur sur le terrain.

Dans cette perspective, la discussion a souligné l’importance de définir de manière précise ce que l’on entend par compétence. En effet, selon Philippe Perrenoud, une compétence peut être définie comme « la faculté de mobiliser un ensemble de ressources cognitives (savoirs, capacités, informations) pour faire face de manière pertinente et efficace à une série de situations ». Cette approche élargit notre compréhension de la compétence, ne la limitant pas à un simple stock de connaissances, mais la concevant plutôt comme une capacité à agir de manière contextuelle et dynamique. En ce sens, elle devient mobilisable, offrant ainsi aux diasporas la possibilité d’apporter concrètement leurs savoirs et leurs expériences dans des contextes locaux variés.

Dans cette dynamique, plusieurs recommandations importantes ont été soulevées pour renforcer l’accompagnement des migrants et valoriser leur contribution au développement local. Il est primordial de créer un centre polyvalent d’orientation et de soutien, structuré autour de départements spécifiques pour répondre aux besoins des primo-arrivants, des migrants établis, et de l’immigration féminine rurale en forte croissance. Les Bureaux d’Accueil et d’Orientation des Migrants (BAOM) déployés dans les Souss Massa en constituent une première application. Parallèlement, la création dans chacun des grands foyers d’émigration du Maroc d’un centre de recherche dédié aux migrations, associé à un lieu de mémoire régional, permettrait de documenter, partager et transmettre les trajectoires migratoires et les engagements des populations concernées. Ce centre offrirait ainsi une reconnaissance tangible des migrants, de toutes origines, en tant qu’acteurs globaux, porteurs non seulement de flux financiers, mais également de cultures, de solidarités et de valeurs nouvelles, qu’il est crucial de soutenir, de valoriser et d’intégrer dans les dynamiques de développement. L’Observatoire Régional des Migrations, Espaces et Sociétés (ORMES) en constitue, toujours sur le Souss Massa, une illustration.

Cependant, malgré ces initiatives porteuses, le défi persistant reste celui de l'accueil, de la reconnaissance institutionnelle et de l'adaptation des cadres normatifs, des éléments essentiels pour transformer cette mobilité en un impact durable et profondément ancrée dans les dynamiques locales.

Au-delà d'une vision utilitariste, la diaspora doit être perçue comme un véritable vecteur de résilience, capable de réparer et de rebâtir pendant et après les crises, tout en préservant les identités locales. La jeunesse marocaine du monde représente un levier stratégique pour pérenniser ces dynamiques, à condition de renforcer les passerelles entre identité, formation et engagement citoyen.

Enfin, l'esprit du transfert de compétences a été souligné avec force : il s'agit de partir avec humilité, de contribuer avec intelligence, dans une démarche d'échange respectueux, faisant des diasporas les ambassadeurs du Maroc. À travers une approche agile, axée sur le réseautage territorial et la co-construction de politiques migratoires adaptées, le Maroc s'engage dans une dynamique de géo-développement migratoire, où la culture, l'éducation et l'entrepreneuriat sont perçus comme des leviers stratégiques pour créer de la richesse et renforcer la cohésion sociale.

Panel 3. Engagement collectif et individuel : dynamiques innovantes pour un développement territorial durable

Le troisième panel a illustré de manière concrète l'engagement pluriel des diasporas et des acteurs locaux au service du développement territorial, en conjuguant formation, innovation sociale et valorisation des ressources endogènes. Trois initiatives majeures ont été mises en avant : tout d'abord, le projet "Mille premiers jours de l'enfant", porté par l'Association Khamsa présente à Nancy dans l'Est de la France, qui vise l'accompagnement précoce des enfants et de leurs familles dans la région Souss-Massa, inscrivant la santé communautaire comme un levier stratégique de développement humain. Ensuite, l'expérience de Madame Mounia Aram, entrepreneure culturelle et fondatrice de *Mounia Aram Company*, a montré comment la formation des jeunes en marketing digital peut devenir un vecteur d'*empowerment* économique, notamment en incitant les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, à oser entreprendre, créer leur propre marque et se positionner sur des marchés internationaux très concurrentiels. Enfin, Monsieur Mohamed Alkarz a présenté l'initiative du réseau DMK (Diaspora marocaine en Allemagne), exemplaire par sa structuration de groupes de travail thématiques (médecine, IA, aviation, entre autres) et son action concrète de transfert de compétences vers l'Université Ibn Zohr d'Agadir et la préservation de l'arganier comme patrimoine naturel, à travers un ambitieux projet d'adoption individuelle d'arganiers à l'échelle mondiale.

Tous ont souligné que l'action ne se limite plus aux seules structures associatives classiques : le modèle d'engagement individuel devient également une modalité essentielle pour agir dans les territoires. La compétence y est vue comme la capacité de mobiliser des savoirs, des expériences et des réseaux pour répondre avec pertinence et efficacité à des situations locales. Ce panel a donc dessiné les contours d'une mobilité active et ancrée, où l'initiative personnelle, le transfert de savoir-faire et l'engagement collectif s'articulent pour créer des dynamiques de développement local innovantes et durables.

Les interventions du public ont souligné l'importance de différencier la solidarité affective du transfert de compétences structurées, en insistant sur la nécessité d'une pédagogie respectueuse

et adaptée. Un besoin pressant d’identifier, valoriser et organiser les compétences, y compris celles issues de parcours non académiques, a émergé avec force. Bien que l’attachement au pays natal demeure un moteur puissant d’engagement, il exige une structuration collective plus cohérente. Enfin, les échanges ont rappelé que le développement ne se limite pas à l’importation de modèles étrangers, mais implique également la préservation et la valorisation des savoir-faire locaux, tout en établissant des coopérations fondées sur l’écoute mutuelle et le respect des contextes spécifiques.

Enfin, les dispositifs de soutien dédiés aux associations de la diaspora, tels que le FORIM et la Guilde, ont été présentés comme de véritables leviers pour la structuration, le financement et le transfert de compétences. Ces initiatives positionnent les diasporas comme des acteurs stratégiques, capables de tisser des liens solides, de bâtir des projets concrets et de transformer le développement solidaire en une réalité vivante, ancrée entre les territoires.

Conclusion

Le défi qui nous attend est de transformer la mobilité en une véritable fabrique de communs. Il s’agit de reconnaître toutes les compétences, de renforcer les écosystèmes territoriaux, et de faire de la mobilité un ciment, et non une fracture. Voilà notre cap. La mobilité des compétences ne doit pas être perçue comme un simple déplacement ; elle incarne avant tout un projet politique et infra-politique, une circulation vivante de savoirs, de solidarités et de responsabilités partagées.

En bâtissant des ponts entre les territoires, les savoirs et les générations, vous incarnez une diplomatie des liens, fondée sur la confiance et l’action collective. Que cette journée ne soit pas simplement un échange, mais un véritable point d’ancrage, un moment pour imaginer ensemble des formes d’engagement plus ouvertes, plus justes et plus inclusives.

Aujourd’hui, nous ne concluons pas ; nous lançons un mouvement. Réconcilions la mémoire et le futur, l’origine et l’accueil, l’engagement et l’intelligence collective. Continuons à tisser ces passerelles.

Sofia EL ARABI,

Docteure en géographie et en sciences politiques, CNRS, Laboratoire Printemps,

Université Paris-Saclay, France.